

03 _ 2022

ENQUÊTE

Les peuples européens derrière l'Ukraine

La guerre en Ukraine vue de France, d'Allemagne, d'Italie et de Pologne

_Gilles Finchelstein
_Amandine Clavaud
_Jérémie Peltier



Amandine Clavaud est responsable Europe, directrice de l'Observatoire Égalité femmes-hommes de la Fondation Jean-Jaurès.

Gilles Finchelstein est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès.

Jérémie Peltier est directeur des études de la Fondation Jean-Jaurès.

Les six points clés du soutien massif des Français à l'Ukraine

01

82 % ont une bonne opinion de l'Ukraine, 21 % de la Russie.

02

65 % ont une bonne opinion de Volodymyr Zelensky (21 % n'ayant pas d'opinion) ; 12 % de Vladimir Poutine.

03

72 % approuvent les sanctions économiques et financières contre la Russie (dont 48 % approuvent « tout à fait »).

04

65 % approuvent la fourniture de matériel militaire à l'Ukraine et 80 % l'accueil des réfugiés (+36 points par rapport à la crise de 2015).

05

62 % soutiennent l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne (+33 points par rapport à 2014 après l'invasion de la Crimée).

05

68 % sont favorables à la création d'une armée européenne.

Introduction

La guerre menée par la Russie en Ukraine cristalliserait-elle, dans cette période de tensions extrêmes sur la scène internationale et dans un contexte humanitaire tragique, l'unité des Européens ?

Au niveau des gouvernements, ils font bloc derrière l'Ukraine tout en évitant une escalade et en œuvrant, autant qu'il est possible, pour une issue diplomatique. Au niveau de l'opinion publique, beaucoup d'Européens soutiennent l'Ukraine dans la rue ou par de nombreuses initiatives.

Mais quelle est l'ampleur de ce soutien ?

Comment les Européens considèrent-ils les deux pays et leurs dirigeants ?

Sont-ils prêts à fournir du matériel militaire ou à accueillir des réfugiés ?

Et à voir entrer l'Ukraine dans l'Union européenne ?

Voient-ils dans la création d'une armée européenne

une des réponses à donner pour se prémunir des menaces actuelles ?

Ce sont quelques-unes des questions auxquelles Yalta European Strategy (YES) et la Fondation Jean-Jaurès ont cherché à répondre, par le biais d'une enquête européenne inédite, confiée à l'Ifop et réalisée dans quatre pays – la France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne – du 3 au 7 mars 2022, soit une semaine après le début de la guerre.

La lecture des résultats dans ces pays qui, ensemble, rassemblent 55 % du total de la population de l'Union européenne, témoigne évidemment de nuances, d'ordre historique, géographique, sociologique et politique – aussi bien entre les quatre pays qu'à l'intérieur de chacun d'entre eux.

Mais le message de cette enquête est sans univoque : les peuples européens sont massivement derrière l'Ukraine.

Méthodologie

Regards européens sur la crise en Ukraine

Sondage Ifop pour Yalta European Strategy (YES) et la Fondation Jean-Jaurès, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 7 mars 2022 sur un échantillon représentatif assuré par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'enquête a été menée auprès des échantillons suivants, chacun représentatif de la population nationale âgée de 18 ans et plus :

- France : 1 002 personnes,
- Allemagne : 1 011 personnes,

- Italie : 1 001 personnes,
- Pologne : 994 personnes.

Poids des pays investigués dans la population de l'Union européenne :

- France : 15,1 %,
- Allemagne : 18,6 %,
- Italie : 13,2 %,
- Pologne : 8,5 %.

Les chiffres indiquant la moyenne des quatre pays constituent une moyenne pondérée en fonction de la population de chacun d'entre eux.

L'image de la Russie, de l'Ukraine et de leurs présidents

– Jérémie Peltier

Un consensus européen contre la Russie et en faveur de l'Ukraine

Interroger des pays aussi différents que la France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne donne normalement lieu à des différences importantes dans les réponses

que l'on recueille dans ce type d'enquête, en raison de la situation politique et territoriale de chacun des pays ainsi que des spécificités culturelles et historiques propres à chacun d'eux.

Ici, s'agissant de la guerre en Ukraine, force est de constater dans un premier temps que nous avons de façon exceptionnelle de forts consensus chez les habitants des quatre pays quant à leur opinion de l'Ukraine, de la Russie et de leurs dirigeants.

L'image de l'Ukraine et de la Russie (en %)

Question : Vous personnellement, avez-vous une très bonne opinion, plutôt une bonne opinion, plutôt une mauvaise opinion ou une très mauvaise opinion... ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |  Moyenne des 4 pays |
|---------------------|---|--|---|---|---|
| De l'Ukraine | 82 | 86 | 80 | 91 | 84 |
| De la Russie | 21 | 19 | 13 | 6 | 16 |

Sur l'Ukraine d'abord : plus de 80 % des Français, des Allemands, des Italiens et des Polonais ont une bonne opinion de l'Ukraine. Dans le détail, il est d'ores et déjà intéressant de noter que ce sont les Polonais, dont le pays se trouve à la frontière de l'Ukraine et qui sont par définition les plus « directement concernés » par le conflit en cours, qui expriment le plus d'engouement vis-à-vis de l'Ukraine, avec 90 % de bonnes opinions, contre 86 % des Allemands, 82 % des Français et 80 % des Italiens. Le cas polonais est encore plus impressionnant quand on regarde uniquement les personnes ayant

une « très bonne opinion » de l'Ukraine : alors qu'ils ne sont que 18 % en France, 23 % en Allemagne et 25 % en Italie, ils sont 49 % en Pologne, soit un Polonais sur deux.

En outre, quand on s'arrête sur le cas particulier de la France, il est intéressant de noter « l'effet guerre » sur le regard que les Français portent désormais sur l'Ukraine : en effet, alors que 82 % expriment aujourd'hui une bonne opinion vis-à-vis de ce pays, ils n'étaient que 60 % en décembre 2018, soit quatre ans après la guerre de Crimée.

Consensus positif sur l'Ukraine donc, mais aussi sur la Russie, en négatif cette fois. En effet, nous retrouvons une forte unanimité s'agissant des mauvaises opinions que les citoyens de ces quatre pays expriment vis-à-vis de la Russie, avec une nouvelle fois la Pologne qui se distingue des trois autres : 6 % des Polonais ont une bonne opinion de la Russie, contre 13 % des Italiens, 19 % des Allemands et 21 % des Français. Ici encore, quand on regarde uniquement les personnes indiquant avoir une « très mauvaise opinion » de la Russie, la spécificité polonaise est fascinante : quand 41 % des Français, 44 % des Allemands et 53 % des Italiens disent avoir une très mauvaise opinion de la Russie, c'est le cas de 75 % des Polonais, soit un haut niveau de rejet vis-à-vis de l'ancien grand frère.

Vladimir Poutine versus Volodymyr Zelensky

Beaucoup a déjà été dit et écrit sur la bataille de communication qui se joue entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky en parallèle du conflit militaire. Si le premier a déjà perdu cette bataille en adoptant une communication très datée face à un président ukrainien adepte des réseaux sociaux et d'une communication instantanée, force est de constater que Vladimir Poutine a également perdu une deuxième bataille : celle de l'image.

C'est ce que l'on constate au sein des opinions publiques des quatre pays, avec quelques différences notables néanmoins : quand 65 % des Français – mais avec 21% qui n'ont pas d'opinion – et 67 %

des Italiens indiquent avoir une bonne opinion de Volodymyr Zelensky, c'est le cas de 80 % des Allemands et de 93 % des Polonais, pays qui se démarque une nouvelle fois des autres dans son soutien massif à l'Ukraine et à son président.

A contrario, 12 % des Français ont une bonne opinion de Vladimir Poutine, 9 % des Italiens, 8 % des Allemands et seulement 3 % des Polonais.

Une nouvelle fois, c'est encore plus éclairant lorsqu'on regarde les très bonnes opinions et les très mauvaises opinions : alors que 65 % des Français, 70 % des Italiens et 73 % des Allemands ont une très mauvaise opinion de Vladimir Poutine, c'est le cas de 86 % des Polonais. Dans le même ordre d'idée, et de façon encore plus spectaculaire, quand 19 % des Français, 24 % des Italiens et 30 % des Allemands ont une très bonne opinion de Volodymyr Zelensky, c'est le cas de 74 % des Polonais.

Quelques spécificités notables

Gauche radicale et droite radicale en Europe

Quand bien même un énorme consensus se dégage quant au soutien à l'Ukraine et au rejet de la Russie, il est malgré tout intéressant de souligner quelques différences, notamment selon la proximité partisane dans les quatre pays. Et l'un des éléments les plus intéressants se trouve parmi les électeurs ou sympathisants de la gauche radicale et de la droite radicale au sein de ces quatre pays, qui apparaissent à chaque fois les moins « critiques » vis-à-vis de la Russie et de Vladimir Poutine.

L'image des dirigeants de l'Ukraine et de la Russie (en %)

Question : Vous personnellement, avez-vous une très bonne opinion, plutôt une bonne opinion, plutôt une mauvaise opinion ou une très mauvaise opinion... ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |  |
|--|--|---|--|--|---|
| De Volodymyr Zelensky, le président Ukrainien | 65 | 80 | 67 | 93 | 75 |
| De Vladimir Poutine, le président de la fédération de Russie | 12 | 8 | 9 | 3 | 9 |

En France, quand 21 % des personnes interrogées ont une bonne opinion de la Russie, c'est le cas de 43 % des sympathisants de La France insoumise, 25 % des sympathisants du parti d'Éric Zemmour (Reconquête) et 22 % des sympathisants du Rassemblement national.

Même chose en Allemagne : quand 19 % des personnes interrogées ont une bonne opinion de la Russie, c'est le cas de 34 % des personnes proches de la gauche radicale et 45 % des personnes proches de la droite radicale (AfD, NPD).

En Italie, dans une moindre mesure, quand 13 % des personnes interrogées ont une bonne opinion de la Russie, c'est le cas de 19 % des personnes proches de la gauche radicale et 17 % des personnes proches de la droite radicale.

Même en Pologne, qui se distingue pourtant dans cette enquête par sa détestation encore plus massive de la Russie, on constate ce phénomène quand on regarde la droite radicale : quand 6 % des Polonais ont une bonne opinion de la Russie, c'est le cas de 21 % des proches de la droite radicale.

On constate le même phénomène spécifique à la gauche et à la droite radicale quand on les interroge uniquement non sur l'image de la Russie, mais sur celle de Vladimir Poutine.

En France, quand 12 % des personnes interrogées indiquent avoir une bonne opinion du chef du Kremlin, c'est le cas de 23 % des personnes indiquant voter pour Jean-Luc Mélenchon lors du premier tour de la prochaine élection présidentielle et 17 % pour les électeurs d'Éric Zemmour.

En Allemagne, quand 8 % des personnes interrogées disent avoir une bonne opinion de Vladimir Poutine, c'est le cas de 27 % des proches de l'AfD et du NPD.

En Italie, quand 9 % des personnes interrogées indiquent avoir une bonne opinion de Vladimir Poutine, c'est le cas de 15 % des proches de la gauche radicale et 10 % des proches de la droite radicale (contre 4 % des proches de la droite modérée, par exemple).

En Pologne, enfin, quand 3 % des personnes interrogées indiquent avoir une bonne opinion de Vladimir Poutine, c'est le cas de 11 % des proches de la droite radicale.

Allemagne de l'Est versus Allemagne de l'Ouest

Dans le regard que portent les Européens sur l'Ukraine et la Russie, un élément mérite d'être noté concernant l'Allemagne : la différence d'opinions entre les Allemands de l'Ouest et les Allemands de l'Est vis-à-vis de la Russie et de Vladimir Poutine.

En effet, quand 19 % des Allemands disent avoir une bonne opinion de la Russie, c'est le cas de 30 % des Allemands qui habitent à l'est (Brandebourg et Saxe) contre 16 % des Allemands qui habitent à l'ouest.

De la même manière, quand 8 % des Allemands seulement disent avoir une bonne opinion de Vladimir Poutine, c'est le cas de 15 % des Allemands qui habitent à l'est, contre 7 % des Allemands qui habitent à l'ouest.

Le cas des jeunes Français

Si les différences entre les générations ne sont pas frappantes quand on analyse l'ensemble des opinions publiques dans les quatre pays, il est néanmoins intéressant de constater que les jeunes Français sont les seuls à se distinguer par rapport aux jeunes générations européennes dans leur relative bonne opinion de la Russie et de Vladimir Poutine.

En effet, quand 21 % des Français disent avoir une bonne image de la Russie, c'est le cas de 30 % des moins de trente-cinq ans et même 35 % des 18-24 ans, soit des individus n'ayant pas connu la chute du Mur de Berlin (contre 11 % des jeunes âgés de dix-huit à vingt-quatre ans en Allemagne, par exemple, ou 14 % des jeunes Italiens). *A contrario*, en France, chez les personnes qui avaient dix-huit ans et plus au moment de la chute du Mur, soit les 50-64 ans, 13 % seulement indiquent avoir une bonne opinion de la Russie (taux le plus bas enregistré parmi l'ensemble des catégories d'âge en France).

Cette spécificité des jeunes Français se retrouve s'agissant de l'image de Vladimir Poutine : alors que 12 % des Français indiquent avoir une bonne opinion de Vladimir Poutine, c'est le cas de 20 % des moins de trente-cinq ans, contre 6 % seulement des 50-64 ans. À titre de comparaison, 9 % seulement des jeunes Allemands de moins de trente-cinq ans ont une bonne image de Vladimir Poutine et 8 % des jeunes Italiens.

Le soutien aux sanctions économiques et financières contre la Russie

– Gilles Finchelstein

La Russie faisait déjà l'objet de sanctions économiques et financières depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Un nouveau train de sanctions a été décidé, notamment par l'Union européenne et les États-Unis, après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février dernier : sanctions économiques et financières, mais aussi sanctions sportives ; sanctions publiques, mais aussi, depuis lors, retrait de beaucoup d'entreprises privées de Russie.

Comment les Européens interrogés ont-ils perçu ces sanctions d'une ampleur et d'une rapidité sans doute sans précédent ?

L'enseignement majeur est que ces sanctions sont massivement approuvées. C'est vrai de la moyenne des quatre pays interrogés : 79 %. C'est vrai dans chacun des quatre pays puisque le niveau d'approbation est compris entre 72 % en France et 91 % en Pologne – et, symétriquement, que le niveau de désapprobation ne dépasse 16 % nulle part. Mieux, il faut souligner l'intensité de cette approbation. En effet, dans quasiment tous les pays, une majorité absolue répond qu'elle approuve « tout à fait » ces sanctions : 48 % en France, 57 % en Allemagne et en Italie, 79 % en Pologne.

L'adhésion aux sanctions économiques et financières prises par les Européens à l'égard de la Russie (en %)

Question : Vous savez que les pays européens ont pris des sanctions économiques et financières contre la Russie, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine. Vous personnellement, approuvez ou désapprouvez les sanctions économiques et financières prises par les pays européens contre la Russie ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |  Moyenne des 4 pays |
|---------------------------|---|--|---|--|---|
| TOTAL Approuve | 72 | 80 | 80 | 91 | 79 |
| – Approuve tout à fait | 48 | 57 | 57 | 79 | 57 |
| – Approuve plutôt | 24 | 23 | 23 | 12 | 22 |
| TOTAL Désapprouve | 16 | 15 | 15 | 6 | 14 |
| – Désapprouve plutôt | 9 | 8 | 9 | 3 | 8 |
| – Désapprouve tout à fait | 7 | 7 | 6 | 3 | 6 |
| Ne se prononce pas | 12 | 5 | 5 | 3 | 7 |

Au-delà de cet enseignement majeur, il y a des traits communs aux quatre pays qu'il est intéressant de noter en ce qu'il éclaire des (petites) différences de perception dans ce soutien massif.

D'une part, le niveau de diplôme constitue une grille de lecture : partout, le niveau de soutien aux sanctions progresse avec le niveau de diplômes. Les non-diplômés soutiennent majoritairement les sanctions, mais l'écart avec les plus diplômés est de 14 points en France et en Allemagne, de 13 points en Pologne et de 9 points en Italie.

Soutien aux sanctions et intentions de vote à la présidentielle 2022 en France (1^{er} tour)

| | |
|------------------------|-----------|
| Jean-Luc Mélenchon | 72 |
| Yannick Jadot | 92 |
| Emmanuel Macron | 90 |
| Valérie Pécresse | 87 |
| Marine Le Pen | 64 |
| Éric Zemmour | 70 |

D'autre part, et surtout, la proximité politique avec la droite radicale constitue partout un critère central pour expliquer un moindre soutien aux sanctions. En France, l'écart entre les électeurs d'Éric Zemmour et ceux d'Emmanuel Macron est de 26 points sur cette question. En Allemagne, les sympathisants de l'AfD ne sont même que 46 % à soutenir les sanctions quand les sympathisants de la CDU sont à 88 % et ceux du SPD à 93 %.

Soutien aux sanctions et proximité politique en Allemagne

| | |
|------------------------------|-----------|
| Total Gauche | 89 |
| Gauche radicale | 73 |
| Gauche modérée (SPD, Grünen) | 93 |
| Centre (FDP) | 87 |
| Total Droite | 73 |
| Droite modérée (CDU/CSU) | 88 |
| Droite radicale (AfD, NPD) | 46 |

L'approbation du soutien à l'Ukraine

– Gilles Finchelstein

Le soutien à l'Ukraine peut prendre des formes bien différentes. Deux formes de soutien ont été proposées aux personnes interrogées dans cette enquête : la fourniture de matériel militaire pour ceux qui combattent en Ukraine ; l'accueil des réfugiés qui quittent l'Ukraine – les deux formes de soutien n'étant évidemment pas exclusives l'une de l'autre.

Là encore, les Européens sont confrontés à une situation inédite. Inédite, parce que l'Union européenne – et certains de ses États membres moins encore – n'a jamais fourni de matériel militaire dans une telle situation. Inédite, parce que le flux de réfugiés aux frontières européennes – et d'abord à la frontière polonaise – est également sans équivalent.

Le soutien à la fourniture de matériel militaire

Le soutien est là encore massif. Il y a une majorité, et une majorité nette, dans les quatre pays interrogés. Il y a un écart important entre le pourcentage d'approbation et le pourcentage de désapprobation : 86 points en Pologne, 45 points en France, 38 points en Allemagne, 22 points en Italie.

Il faut néanmoins apporter deux nuances à ce soutien massif.

L'adhésion à la fourniture de matériel militaire à l'Ukraine par les Européens (en %)

Question : Les pays européens ont également décidé de fournir des armes de guerre à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'invasion russe. Vous personnellement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la fourniture d'armes de guerre à l'Ukraine par les pays européens ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |  Moyenne des 4 pays |
|---------------------------|---|--|---|--|---|
| TOTAL approuve | 65 | 66 | 57 | 91 | 67 |
| – Approuve tout à fait | 35 | 37 | 28 | 74 | 40 |
| – Approuve plutôt | 30 | 29 | 29 | 17 | 27 |
| TOTAL désapprouve | 20 | 28 | 35 | 5 | 24 |
| – Désapprouve plutôt | 12 | 14 | 16 | 3 | 12 |
| – Désapprouve tout à fait | 8 | 14 | 19 | 2 | 12 |
| Ne se prononce pas | 15 | 6 | 8 | 4 | 9 |

D'une part, le soutien à la fourniture de matériel militaire est inférieur à celui rencontré pour les sanctions économiques et financières : -7 points en France, -14 points en Allemagne et, surtout, -23 points en Italie. Cela peut s'expliquer par la crainte d'être entraîné dans un engrenage qui ne pourrait être maîtrisé ou par des cultures politiques plus réticentes à la fourniture de matériel militaire.

D'autre part, le soutien à la fourniture de matériel militaire est moins intense : seuls 28 % des Italiens, 35 % des Français et 37 % des Allemands disent l'approuver « tout à fait », les Polonais faisant une nouvelle fois exception avec 74 %.

Au-delà, il y a des traits communs aux pays européens qui sont un peu différents de ceux que l'on a relevés s'agissant du soutien aux sanctions économiques.

Sur cette question, le genre importe – et pas seulement le diplôme. Dans trois des pays interrogés, en effet, les femmes sont nettement plus réticentes à l'envoi de matériel militaire que les hommes, avec des écarts de 6 points en Allemagne, de 10 points en Italie et même de 16 points en France.

Soutien à la fourniture de matériel militaire selon le sexe (en %)

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |
|--------|--|---|--|---|
| Hommes | 73 | 69 | 62 | 91 |
| Femmes | 57 | 63 | 52 | 90 |

Par ailleurs, le positionnement politique pèse beaucoup, mais il concerne la gauche radicale aussi bien que la droite radicale et les exemples français et allemands sont éclairants. En France, si l'on s'en tient aux cinq principaux candidats à l'élection présidentielle, l'approbation n'est que de 58 % chez les électeurs d'Éric Zemmour, 63 % chez ceux de Marine Le Pen et 65 % chez ceux de Jean-Luc Mélenchon ; cette approbation culmine à 82 % chez les électeurs de Valérie Pécresse et 83 % chez ceux d'Emmanuel Macron. En Allemagne, elle n'est que de 36 % au sein de l'extrême droite, de 46 % pour la gauche radicale et, à l'inverse, de 77 % pour la CDU et de 82 % pour le SPD.

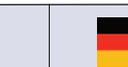
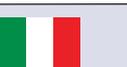
Le soutien à l'accueil des réfugiés

Le poids des images comme le sentiment de proximité avec les Ukrainiens expliquent des chiffres doublement spectaculaires.

Spectaculaires par l'ampleur du soutien : avec 80 % en France, 89 % en Italie, 90 % en Allemagne et 92 % en Pologne, on voit qu'il y a une quasi-unanimité et que les Européens réagissent d'une seule voix.

L'adhésion à l'accueil d'une partie des réfugiés ukrainiens (en %)

Question : Vous savez que des centaines de milliers d'Ukrainiens fuient actuellement leur pays à la suite de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce que ces personnes soient réparties dans les différents pays d'Europe et à ce que notre pays en accueille une partie ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |  Moyenne des 4 pays |
|------------------|--|---|--|---|--|
| Favorable | 80 | 90 | 89 | 92 | 87 |
| Opposé | 20 | 10 | 11 | 8 | 13 |

Spectaculaire aussi par l'ampleur de l'évolution : confrontés à une crise des réfugiés majeure en 2015, les gouvernements comme les peuples européens s'étaient divisés. Si le soutien à l'accueil a progressé de 11 points en Allemagne (avec 66 % d'approbation

à l'AfD) et de 12 points en Italie, c'est en France que l'évolution (+36 points) est la plus marquée (y compris avec une approbation des trois quarts des électeurs d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen).

L'adhésion à l'accueil d'une partie des réfugiés ukrainiens dans son pays – Comparaison avec l'adhésion à l'accueil des migrants de Méditerranée (septembre 2015) (en %)

Question : Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce que ces personnes soient réparties dans les différents pays d'Europe et à ce que notre pays en accueille une partie ?

|  France | | |  Allemagne | | |  Italie | | |
|--|-----------|-------|---|-----------|-------|--|-----------|-------|
| Sept. 2015 | Mars 2022 | Évol. | Sept. 2015 | Mars 2022 | Évol. | Sept. 2015 | Mars 2022 | Évol. |
| 46 | 80 | +36 | 79 | 90 | +11 | 77 | 89 | +12 |

La seule (petite) nuance à cette quasi-unanimité n'est pas intuitive. On aurait pu penser que les jeunes seraient les plus favorables à l'accueil des réfugiés, or, c'est exactement le contraire que l'on observe avec des écarts de 4 points en Italie, de 8 points en Pologne, de 10 points en Allemagne et de 12 points en France entre les moins de trente-cinq ans et les plus de soixante-cinq ans.

Soutien à l'accueil des réfugiés selon l'âge (en %)

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |
|-------------|---|---|--|---|
| 18-35 ans | 73 | 86 | 89 | 90 |
| + de 65 ans | 85 | 96 | 93 | 98 |
| Écart | 12 | 10 | 4 | 8 |

Le soutien à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne

– Gilles Finchelstein

Depuis 2004 – c'est-à-dire depuis l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale –, la question de l'élargissement de l'Union européenne est posée.

Elle a été posée dans l'Union européenne qui éprouve ce que l'on a parfois appelé une « fatigue de l'élargissement » et qui a été confrontée durant cette période à une candidature turque de plus en plus complexe à gérer au fur et à mesure de l'éloignement de la Turquie des pays de l'Union européenne, et à une longue sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne – sans compter les nombreuses crises qui se sont succédé.

Mais la question de l'élargissement a été posée également par l'Ukraine à plusieurs reprises, et notamment après la « révolution orange » de 2004 et l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

La guerre en Ukraine a changé la donne : les ambassadeurs des Vingt-Sept auprès de l'Union européenne

ont invité, le 7 mars 2022, la Commission à présenter sa recommandation sur les demandes d'adhésion de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie.

Si l'on compare les résultats de l'enquête qui vient d'être réalisée avec ceux de précédentes enquêtes européennes sur cette même question¹, on peut en tirer deux conclusions majeures :

- le soutien à l'adhésion de l'Ukraine n'aura jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui ;
- le soutien à l'adhésion de l'Ukraine a progressé dans les quatre pays de notre enquête : par rapport à 2007, la progression est de 6 points en France, de 12 points en Italie, de 18 points en Pologne et de 25 points en Allemagne ; par rapport à 2014 (dans une enquête franco-allemande seulement), les progressions sont plus spectaculaires encore : 31 points en Allemagne, 33 points en France.

L'adhésion à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne (en %)

Question : Personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne ?

| |  Ensemble des Français | | |  Ensemble des Allemands | | |
|----------------------|--|-----------|------------|---|-----------|------------|
| | Mars 2014 Crise en Crimée ² | Mars 2022 | Évol. | Mars 2014 Crise en Crimée | Mars 2022 | Évol. |
| Favorable | 29 | 62 | +33 | 38 | 69 | +31 |
| Pas favorable | 71 | 38 | -33 | 62 | 31 | -31 |

1. Notamment par YES à partir de 2005 avec TNS Opinion et par Ifop pour *Le Figaro*.

2. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé du 10 au 14 mars 2014 par questionnaire auto-administré en ligne auprès des échantillons suivants : France, 1 000 personnes et Allemagne, 926 personnes, représentatifs de la population des différents pays âgée de dix-huit ans et plus.

Enfin, l'analyse en France et en Allemagne permet de mieux mesurer encore les évolutions.

En Allemagne, l'opposition à l'adhésion de l'Ukraine était majoritaire en 2007 comme en 2014, elle est aujourd'hui limitée à 29 % des personnes interrogées. Mais le soutien à l'adhésion monte à 71 % chez les sympathisants de la CDU et à 79 % chez ceux du SPD. Même dans l'Allemagne de l'Est, traditionnellement plus rétive à l'élargissement, 56 % y sont favorables. Il ne reste en définitive que

les sympathisants de l'AfD pour y être majoritairement hostiles (59 %).

En France, les catégories populaires et les jeunes sont désormais aussi favorables à l'adhésion que les autres catégories – alors qu'elles l'étaient moins auparavant – et même les électeurs de Marine Le Pen l'approuvent à 61 %. Il ne reste plus que les électeurs d'Éric Zemmour pour y être majoritairement hostiles (61 %).

L'Europe de la défense : un « tabou » est tombé

—Amandine Clavaud

Alors que les chefs d'État et de gouvernement sont réunis à Versailles lors d'un Conseil européen le 10 et le 11 mars dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne pour faire face à la guerre menée par la Russie en Ukraine, la souveraineté européenne, autrement appelée « autonomie stratégique européenne » ou « boussole stratégique européenne », semble se traduire en actes.

Le 27 février 2022, après la déclaration de la présidente Ursula von der Leyen, le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell Fontelles, a annoncé le financement par l'Union européenne (UE) de l'achat et l'acheminement d'armes létales et d'équipements à l'Ukraine à hauteur de 500 millions d'euros, au titre de la Facilité européenne pour la paix qui permet de porter assistance dans le cadre de mesures d'urgence. Comme le chef de la diplomatie européenne n'a pas manqué de le rappeler, cette décision est une première dans l'histoire de l'UE : « Un autre tabou est tombé : celui qui voulait que l'Union européenne ne fournisse pas d'armes pendant une guerre. Oui, c'est ce que nous faisons. [...] Pour la première fois dans l'histoire, l'UE fournira du matériel légal à un pays tiers¹. »

Le 2 mars, le président de la République Emmanuel Macron renchérisait au cours de son allocution : « Nous ne pouvons pas dépendre des autres pour nous défendre, que ce soit sur terre, sur mer, sous la mer, dans les airs, dans l'espace, dans le cyberspace. À cet égard, notre défense européenne doit franchir

une nouvelle étape². » C'est tout l'objet de ce Sommet européen.

Un volet de l'enquête « Regards européens sur la crise en Ukraine » porte sur les perceptions qu'ont les Français, les Allemands, les Italiens et les Polonais de la politique européenne de défense et les enjeux autour de l'Europe de la défense.

Une forte adhésion à la décision de l'Union européenne pour fournir des armes et du matériel militaire à l'Ukraine

Face à l'ampleur de la guerre en Ukraine sur le continent européen et à la peur qu'elle génère, les Européens interrogés approuvent – sans surprise – très largement la décision des pays européens à fournir des armes de guerre à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'invasion russe : 57 % des Italiens, 65 % des Français, 66 % des Allemands et 91 % des Polonais. Plusieurs éléments – géographiques et historiques – permettent d'expliquer ces résultats. Plus on se rapproche géographiquement de l'Ukraine, plus l'adhésion à la fourniture d'armes par les Européens au gouvernement ukrainien est forte : c'est le cas pour 66 % des personnes interrogées en

1. Déclaration à la presse du Haut Représentant/vice-président Josep Borrell, Commission européenne, 27 février 2022.

2. Emmanuel Macron, *Adresse aux Français*, Elysee.fr, 2 mars 2022.

Allemagne et 91 % en Pologne. Si ce dernier pourcentage – soit 9 Polonais sur 10 – souligne le soutien massif à cette mesure européenne, c'est évidemment en raison de leur perception de la menace de la guerre qui est à leurs frontières – le pays est frontalier avec l'Ukraine et fait partie de l'ancien bloc soviétique. Ce sont de plus les 18-24 ans (à 94 %) et les soixante-cinq ans et plus (93 %) qui sont les plus favorables à cette décision dans l'opinion polonaise.

L'Allemagne est ensuite le second pays au pourcentage élevé avec 66 % d'opinion favorable. Le résultat fait évidemment écho à la déclaration du chancelier Olaf Scholz, le 27 février, de débloquer une enveloppe de 100 milliards d'euros pour la modernisation de l'armée allemande et l'augmentation de son budget de la défense, prenant ainsi à contre-pied la tradition historique jusqu'ici à l'œuvre outre-Rhin de ne pas investir dans ce domaine. On retrouve néanmoins un clivage géographique entre l'ouest et l'est du pays, les habitants de Brandebourg et de la Saxe, à l'Est donc, étant respectivement les moins favorables à 55 % et 42 %, contrairement aux habitants de la Rhénanie et de la Basse-Saxe à l'Ouest à 76 % et 71 %. Cette différence renvoie à l'histoire du pays qui a été coupé en deux durant la guerre froide entre le bloc de l'Ouest rattaché aux États-Unis et le bloc de l'Est lié à l'URSS.

Enfin, si c'est en Italie que l'adhésion est la moins forte avec 57 %, le résultat de la France peut davan-

tage surprendre se situant juste en dessous de l'Allemagne à 65 %, alors que la France dispose de l'armée la plus solide au sein de l'Union européenne et constitue l'un des pays moteurs pour l'établissement d'une Europe de la défense, ce qui aurait pu laisser supposer une meilleure appréhension des menaces et de la façon d'y faire face de la part de l'opinion publique.

Une forte adhésion aussi pour la création d'une armée européenne : la politique européenne de défense, ferment d'une intégration européenne renforcée

À la question « Vous personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à la création d'une armée européenne ? », l'opinion publique franco-allemande est au même niveau d'adhésion – 68 % des Français et 66 % des Allemands –, celle de l'Italie est stable avec 59 % d'opinion favorable (62 % en mars 2014).

L'adhésion à la création d'une armée européenne (en %)

Question : Les pays européens ont également décidé de fournir des armes de guerre à l'Ukraine pour l'aider à se défendre contre l'invasion russe. Vous personnellement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la fourniture d'armes de guerre à l'Ukraine par les pays européens ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |  Moyenne des 4 pays |
|----------------------------|--|---|--|---|--|
| TOTAL Favorable | 68 | 66 | 59 | 87 | 68 |
| – Tout à fait favorable | 27 | 16 | 26 | 47 | 26 |
| – Plutôt favorable | 41 | 50 | 33 | 40 | 42 |
| TOTAL Pas favorable | 32 | 34 | 41 | 13 | 32 |
| – Plutôt pas favorable | 18 | 24 | 23 | 9 | 20 |
| – Pas du tout favorable | 14 | 10 | 18 | 4 | 12 |

La guerre en Ukraine constitue ainsi un catalyseur renforçant l'adhésion de l'opinion publique des pays européens interrogés à une intégration européenne renforcée en matière de défense et de sécurité communes : les Français étaient 64 % en mars 2014 à être favorables à cette idée ; aujourd'hui, cette proposition gagne les faveurs de l'opinion avec 4 points de plus. Mais c'est en Allemagne que le revirement de l'opinion publique est le plus spectaculaire : on constate entre mars 2014 (44 % d'opinion favorable)

et aujourd'hui un bond de 22 points (66 %). Autrefois réticente compte tenu de son appréciation des questions de défense, l'Allemagne opère un changement radical d'approche, se rapprochant ainsi de la France. Le couple franco-allemand, véritable moteur de la construction européenne, semble ici s'aligner encore davantage, les opinions publiques des deux pays confortant leurs dirigeants dans leur volonté d'unité pour soutenir l'Ukraine et s'opposer fermement à la Russie.

L'adhésion à la création d'une armée européenne (en %)

Question : Vous personnellement, seriez-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas du tout favorable à la création d'une armée européenne ?

| |  France |  Allemagne |  Italie |  Pologne |
|------------------------------|---|--|--|--|
| Mars 2022 | 68 | 66 | 59 | 87 |
| Mars 2014¹ | 64 | 44 | 62 | |

Là encore, c'est en Pologne que le soutien à la création d'une armée européenne est le plus important : 87 % des Polonais y sont favorables. Le pourcentage monte jusqu'à 91 % chez les 18-24 ans, soulignant sans doute un sentiment pro-européen plus fort parmi les jeunes générations, ayant grandi dans un pays intégré à l'UE en 2004 et n'ayant donc pas connu le pays lorsqu'il était une république du bloc soviétique, mais manifestant aussi une inquiétude plus forte face à la menace de la guerre en Ukraine.

Autre élément intéressant sur le profil des Européens réticents à la création d'une armée européenne : ce sont les électeurs et électrices de l'extrême droite qui sont le moins favorables à cette idée. En effet, seulement 60 % des électeurs et électrices déclarant vouloir voter à l'élection présidentielle pour Marine Le Pen, 62 % pour Éric Zemmour, le sont alors que l'adhésion est quasi unanimement plébiscitée à 97 % chez les électeurs et électrices de Yannick Jadot et à

82 % chez celles et ceux d'Emmanuel Macron. Même constat dans les autres pays testés : en Allemagne, ce sont seulement 42 % des électeurs et électrices de l'AfD et du NPD qui approuvent la création d'une armée européenne ; en Pologne, ce sont 54 % des électeurs et électrices de l'extrême droite. Ce clivage se retrouve à l'autre extrême de l'échiquier politique auprès de l'électorat de la gauche radicale en France, Allemagne et Italie avec des pourcentages d'adhésion moins forts que la moyenne nationale : 56 % pour l'électorat de La France insoumise en France (contre 68 % des Français), 56 % pour la gauche radicale en Allemagne (contre 66 % des Allemands), 54 % pour la gauche radicale en Italie (contre 59 % des Italiens). Ces résultats illustrent le rapport ambivalent de ces partis politiques et de leur électorat avec l'Union européenne, entre euroscepticisme pour certains et volonté de créer un rapport de force avec les institutions européennes pour d'autres. Si l'idée d'une armée européenne a fait du chemin dans la tête des Européens et s'affermi à la lumière

1. Sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès réalisé du 7 au 14 janvier 2014 par questionnaire auto-administré en ligne auprès des échantillons suivants : France : 804 personnes ; Allemagne : 820 personnes et Italie : 820 personnes, représentatifs de la population des différents pays âgée de 18 ans et plus.

des événements internationaux qui surviennent, des nuances subsistent et tiennent autant à des questions liées à l'histoire des pays et à l'histoire européenne commune, à des facteurs géographiques, qu'à des clivages politiques.

Une Union européenne « géopolitique »

Ainsi, plus qu'une nécessité, l'approfondissement de la politique de défense européenne pour garantir la souveraineté européenne est incontournable pour faire face aux changements géopolitiques à l'œuvre. Devenue une priorité politique lors du Conseil européen de défense en 2013, appuyée par la Coopération structurée permanente lancée en 2017 et déployée financièrement à travers le Fonds européen de défense, la défense européenne dispose d'outils. Si l'adoption de la « boussole stratégique européenne » était prévue au menu des discussions du Conseil européen du 10 et 11 mars 2022 dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, la guerre en Ukraine montre l'urgence de sa traduction politique pour « donner aux États membres l'ambition commune de répondre aux menaces et aux défis auxquels l'UE est confrontée au moyen d'objectifs et de résultats concrets pour les cinq à dix prochaines années¹. »

Et les lignes bougent dans l'Union européenne. La Première ministre sociale-démocrate du Danemark, Mette Frederiksen, a annoncé la tenue d'un référendum pour proposer aux Danois d'intégrer la politique européenne de défense dont le pays se tenait à l'écart et qui représentait l'une de leurs conditions pour l'adoption du traité de Maastricht. Autres mesures mises en place : consacrer 2 % du PIB pour la défense d'ici à 2033 et financer à hauteur d'un milliard d'euros supplémentaires le budget de la dépense dans les deux prochaines années. Autant de réponses à la volonté formulée – jusqu'ici – tels des vœux pieux par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell Fontelles, de donner à l'UE une dimension « géopolitique ». Mais pour cela, elle devra assumer la place qui est la sienne, sa souveraineté sur la scène internationale, clarifier sa position aux côtés de ses alliés – que ce soit avec les États-Unis ou au sein de l'OTAN – et se montrer unie pour relever les défis que la politique de défense européenne implique. Tout l'enjeu repose sur ce juste équilibre pour permettre une résolution du conflit et garantir sur le long terme la sécurité et la protection des citoyennes et citoyens sur le sol européen face au caractère multiforme des menaces (guerre de haute intensité, conflits asymétriques et hybrides, cyberattaques, etc.).

1. La Commission dévoile des actions significatives visant à contribuer à la défense européenne, à stimuler l'innovation et à remédier aux dépendances stratégiques, communiqué de presse de la Commission européenne, 15 février 2022.

Table des matières

- 01 Les six points clés du soutien massif des Français à l'Ukraine
- 02 Introduction
- 03 L'image de la Russie, de l'Ukraine et de leurs présidents
- 06 Le soutien aux sanctions économiques et financières contre la Russie
- 08 L'approbation du soutien à l'Ukraine
- 11 Le soutien à l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne
- 13 L'Europe de la défense : un « tabou » est tombé

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

10_2021 : Le dossier Zemmour. Idéologie, image, électorat
Coordonné par Gilles Finchelstein

11_2021 : Tableau politique de « la France d'après »
Jérôme Fourquet

12_2021 : Plaidoyer pour un Parlement renforcé. 25 propositions concrètes
pour rééquilibrer les pouvoirs
Yaël Braun-Pivet

01_2022 : Régime parlementaire ou régime présidentiel ? Faire le choix des citoyennes
et des citoyens
Emmanuel Grégoire, Axelle Lemaire, Hugo Le Neveu-Dejault

01_2022 : Quel hôpital en 2030 ?
Ariel Frajerman

01_2022 : Générations : le grand fossé ?
Départements solidaires

01_2022 : L'urgence du temps long : un nouveau rapport État/entreprises
pour une prospérité durable
Pascal Demurger

02_2022 Le fer contre le carbone. Doubler la place du train pour une vraie transition climatique
Jean-Pierre Farandou

02_2022 Contrat jeunesse 2022
Salomé Berlioux (coord.)

02_2022 Les Européens et l'euro : la perception de la monnaie unique vingt ans après son adoption
Paul Cébille, Théo Verdier

02_2022 Égalité salariale. Panorama des stratégies efficaces
Katinka Brose, Christine Gräbe, Henrike von Platen

 fondationjeanjaures

 @j_jaures

 fondation-jean-jaures

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org


Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS